



En Afghanistan, beaucoup de femmes luttent dans l'ombre contre l'ordre des fondamentalistes islamiques en organisant des écoles clandestines pour femmes et petites filles. Celle-ci, à Kaboul, était organisée en 1998 par l'Association révolutionnaire des femmes afghanes (RAWA).

Hors des poncifs médiatiques, le monde musulman évolue. Le politologue fait le point : «Aujourd'hui dans le monde musulman, le statut de la femme est le point de confrontation le plus direct. C'est la question principale entre les démocrates et les passésistes intégristes, ainsi que le plus grand espoir de modernisation de l'univers musulman.» Selon Skalli, la laïcité est en construction dans plusieurs pays, bien que l'on ne soit pas au courant.

Des associations de femmes luttent afin de faire reculer le champ d'application du droit coutumier (la charia, reposant principalement sur le Coran) qui inclut : la polygamie, la répudiation dans le mariage, l'héritage inégal pour la femme, la moindre valeur de son témoignage devant les tribunaux. Le Forum des femmes musulmanes en Égypte combat la discrimination dans le droit coutumier. Au Maroc, à Rabat, au début de l'année 2000, 500 000 personnes ont manifesté afin de changer le statut de la femme. Sur le coup, il y a eu une contre-manifestation où les islamistes ont aussi mobilisé 500 000 personnes. Mais, étant donné la capacité de mobilisation plus grande des islamistes, la totalité de l'événement dénote une avance relative du mouvement en faveur de la laïcité au Maroc.

Saliha Bahiq, psychologue d'origine algérienne, habite Montréal depuis 1996. Diplômée de l'université d'Alger en 1979, elle

était devenue chargée de cours de son *alma mater*. «Je conduisais une voiture, je ne portais pas de voile, je travaillais comme psychologue. C'était une vie satisfaisante», explique Mme Bahiq. En 1992, les partis intégristes gagnent les élections, mais un coup d'État militaire appuyé par l'Occident leur dérobe le fruit de la victoire, au profit d'une dictature militaire. Un terrorisme islamiste apparemment aveugle, doublé d'une sournoise terreur d'État, se déchaîne contre la société civile.

«Si je suis au Canada, c'est pour ne plus être entourée par des terroristes», s'exclame Mme Bahiq. «Afin de pouvoir se défendre, il y avait des gens à Alger qui dormaient avec une hache sous l'oreiller.» Le parcours des femmes fut aussi complexe que les revirements du drame algérien. «Quand ce pays était sous le régime socialiste de tendance nationaliste, au temps du colonel Boumédiène, dans les années 1970, l'homme arabe était ouvert à l'égalité de la femme. Mais le chômage des années 1980 a mené à l'islamisme des années 1990», analyse la psychologue.

«Au cours des dernières années presque tous les jeunes Algériens de moins de 25 ans ont opté pour le Front islamique du salut (FIS), un parti religieux. Beaucoup de ter-

ronistes se recrutent parmi ces jeunes», ajoute Mme Bahiq. En parallèle, ce qui complique la perception de la situation, c'est le succès, à Alger et Paris, du *rai* (world beat), musique pop hybride algérienne et française au cours des mêmes années.

Pour Saliha Bahiq, il est essentiel de comprendre le contexte des attentats du 11 septembre 2001. «Ces attentats sont le symptôme d'une maladie : d'abord il y a une injustice sociale contre les pays arabes et le Tiers-Monde en général. Dans le cas du terrorisme algérien, il faut prendre en compte l'ingérence de la France et des États-Unis, pour des raisons liées à la richesse en pétrole de l'Algérie. Ce qui intéresse les Occidentaux, ce sont des échanges commerciaux inégaux. On soutient les gouvernements locaux tant qu'il y a des contrats commerciaux profitables pour l'Occident.» Cette analyse est indépendamment appuyée par Jawad Skalli : «Les puissances occidentales ont prêté main-forte aux intégristes. Un monde arabe qui se démocratiserait serait une catastrophe pour les États-Unis. Ces pays mettraient leurs ressources au service de leur population. Cela représenterait de meilleurs services en santé, l'accent sur le développement économique.» Selon M. Skalli, ce sont des conseillers du FMI et de la Banque mon- ▶